

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 10/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/06/2024

Contexte et constats

Publié sur 

LES CALCAIRES DU GARD

1495 RD 907 - SORGUES
BP 70084
84700 Sorgues

Références : 20240606
Code AIOT : 0006605368

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2024 dans l'établissement LES CALCAIRES DU GARD implanté Bois de Saint Laurent 30330 Saint-Laurent-la-Vernède. L'inspection a été annoncée le 22/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES CALCAIRES DU GARD
- Bois de Saint Laurent 30330 Saint-Laurent-la-Vernède
- Code AIOT : 0006605368
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière Les Calcaires du Gard sur la commune de Saint Laurent la Vernede est une carrière de calcaire qui produit des granulats et du sable, elle dispose d'une unité de traitement fixe (criblage / concassage) et d'unités de traitement mobiles. Les matériaux produits repartent par camions sur des chantiers environnants et dans le groupe Maroncelli.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Dispositifs de prévention des pollutions accidentelles des eaux	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 4.5 & 7.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Phasage de réhabilitation du site	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 2.1.3.1 & 9.3	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
10	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 3.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
11	Conditions particulières applicables à la station de transit de produits minéraux	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 10	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installations de Traitement	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 1.3.3	Sans objet
2	Signalisation, accès, zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 2.1.2.2	Sans objet
3	Entretien et vérification des appareils de contrôle	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 2.1.1.5	Sans objet
4	Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 4	Sans objet
7	Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 2.5.2	Sans objet
8	Repère de nivellement et de bornage	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 1.3.3 & 2.1.2.3	Sans objet
9	Fuite accidentelle de liquides sur engins	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 7.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière est bien tenue, toutefois certaines actions correctives sont à mener concernant les envols de poussières, les apports d'inertes extérieurs, le stockage des produits dangereux et le phasage d'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations de Traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 1.3.3
Thème(s) : Situation administrative, Puissance des installations
Prescription contrôlée : Les deux installations mobiles sont ensuite remplacées par une installation de traitement fixe d'une puissance de 1300KW qui permettra de : <ul style="list-style-type: none">- traiter le calcaire par concassage criblage- valoriser la moitié des stériles d'exploitation par chaulage. Les stériles non valorisables sont utilisés pour la remise en état.
Constats : Le cumul des puissances des moteurs de l'installation fixe est d'environ 450 kW. L'inspection a constaté que l'exploitant ne valorise pas les stériles par chaulage. Il est rappelé qu'il doit procéder à la valorisation des stériles conformément à l'arrêté précité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Signalisation, accès, zones dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 2.1.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Panneaux
Prescription contrôlée : Panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie ou le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Le panneau mentionnant l'autorisation préfectorale est bien présent à droite à l'entrée de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Entretien et vérification des appareils de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 2.1.1.5
Thème(s) : Situation administrative, Vérification périodique
Prescription contrôlée : Les appareils de mesures, d'enregistrement et de contrôle doivent être surveillés et entretenus de façon à les maintenir, en permanence, en bon état de fonctionnement.
Constats : Le pont bascule est à jour de son contrôle en service, le carnet métrologique est présent et complet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 4.1.1 ; 4.1.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion de l'eau

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Un Prélèvement annuel d'eau souterraine de 28500 m³ maximum (dont 70% environ utilisés pour l'appoint en eau du dispositif de recyclage des eaux de lavage des matériaux et 30% environ utilisés pour l'abattage des poussières et les besoins domestiques du personnel);</p> <p>2. Les prélèvements d'eau en nappe par forage dont l'usage est destiné directement ou indirectement à la consommation humaine en eau feront l'objet, avant leur mise en service, d'une autorisation au titre du code de la santé publique (article R 132 et suivants). Ils ne pourront pas être utilisés préalablement à l'obtention de cette autorisation. Sauf dispositions spécifiques satisfaisantes, l'ouvrage ne devra pas être implanté à moins de 35m d'une source de pollution potentielle.</p>
<p>Constats :</p> <p>1. Les relevés de compteur du forage fournis par l'exploitant sur les 4 dernières années démontrent une consommation ne dépassant pas les volumes autorisés. Les volumes prélevés sont en dessous des 28500 m3 autorisés : 2936 m3 en 2020, 8576 m3 en 2021, 12003 m3 en 2022 et 8890 m3 en 2023.</p> <p>2. Les prélèvements d'eau en nappe par forage ne sont pas destinés à la consommation humaine, l'alimentation en eau potable du personnel est assurée par des bouteilles. Le puits du forage est en bon état et fermé à clef, il n'y a pas de source de pollution potentielle dans un rayon de 35 mètres.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Dispositifs de prévention des pollutions accidentelles des eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 4.5 & 7.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Aire étanche</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Aire étanche et séparateur d'hydrocarbures Bacs de rétention</p>
<p>Constats :</p> <p>L'avitaillement et la maintenance des engins sont réalisées sur une aire étanche munie d'un séparateur d'hydrocarbures. La maintenance et les analyses d'eau du séparateur d'hydrocarbures sont à jour.</p> <p>Les différents produits stockés sur le site (huiles, liquide de refroidissement, Ad blue..) sont stockés sur des bacs de rétention ou des réservoirs double paroi.</p> <p>Le bac de rétention du conteneur bleu doit être vidé tout comme la double paroi du réservoir de GNR. Les produits sont évacués vers une filière dûment autorisée.</p> <p>Le réservoir d'huile usagé de 1000 litres présent sur l'aire étanche doit être évacué vers une filière dûment autorisée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>

N° 6 : Phasage de réhabilitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 9.3
Thème(s) : Situation administrative, Remise en état
Prescription contrôlée : Le développement dans le temps des travaux de réhabilitation est fixé selon le schéma d'exploitation et de remise en état. Les opérations de remise en état prévues à l'échéance de chaque phase quinquennale doivent être terminées au plus tard six mois avant l'échéance de la phase quinquennale considérée
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que la remise en état qui devait être opérée par l'exploitant à l'issue de la première phase quinquennale n'a pas été faite six mois avant l'échéance et l'inspection n'en a pas été informée. L'exploitant a indiqué que cela est dû au retard du démarrage de son activité. Il transmet dans un délai de 6 mois, à l'inspection des installations classées, un porter à connaissance modifiant les conditions de remise en état et comprenant une actualisation des garanties financières.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 7 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 2.5.2
Thème(s) : Situation administrative, Plans
Prescription contrôlée : Plans à jour de moins d'un an.
Constats : Un plan complet et à jour a pu être consulté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Repère de nivellement et de bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 1.3.3 & 2.1.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Bornage Nivellement
Prescription contrôlée : Les caractéristiques de la carrière de roche massive calcaire sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">- Une surface totale de 270 000 m²- Un volume de découverte de 400 000 m³- Un volume de gisement à exploiter de 7 500 000 m³ (d= 2.4)- Un volume de matériaux commerciaux de 6 750 000 m³- Une cote de fond de 215m NGF 2.Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none">- Des bornes en toutes points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;- Des bornes de nivellement
Constats : 1. Au jour de l'inspection, le carreau exploité se trouve à 260 m NGF. 2. L'installation comprend des bornes permettant de délimiter le périmètre de l'installation. La borne de nivellement n'a pu être retrouvée le jour de l'inspection, il est prévu que le géomètre confirme sa localisation en semaine 24.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 9 : Fuite accidentelle de liquides sur engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 7.3.3
--

Thème(s) : Risques accidentels, Fuites

Prescription contrôlée :

Une procédure d'intervention devra être établie pour remédier à une fuite accidentelle de liquide sur un engin, avec utilisation de produits absorbants disponible dans les engins permettant, en cas de fuite accidentelle, de récupérer les hydrocarbures.
--

Constats :

L'inspection des installations classées a réalisé un contrôle sur une chargeuse présente sur le carreau de vente de matériaux, un kit d'absorption était bien présent à bord et le chauffeur conscient de sa présence.
--

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 10 : Dispositions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 3.1.4
--

Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
--

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre différentes mesures afin de limiter les émissions à la source et l'envol des poussières :

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">- La limitation de vitesse à 30km/h sur la totalité du site ;- Un dispositif d'arrosage automatique composé d'asperseurs fixes réparti sur toute la zone de traitement et de stockage qui sera piloté par un programmeur ;- Une voie de sortie et un parcours commercial interne revêtu d'enrobés empêchant tout soulèvement de poussière sur un linéaire de 300m environ et tout dépôt de poussière au-delà sur la voirie publique ;- Un portique d'arrosage placé entre le pont bascule et la voie de sortie revêtu d'enrobés pour asperger le chargement des bennes et humidifier les matériaux (de plus, les bennes des camions chargés de sable seront bâchées) ;- Un dispositif d'arrosage mobile composé d'un camion-citerne d'eau (présent en permanence sur le site) pour asperger la piste principale entre la zone de traitement et la carrière et les pistes secondaires sur le carreau ainsi que les gradins d'exploitation ;- Un dispositif d'abattage des poussières par aspiration filtration sur la foreuse ;- Un dispositif d'abattage des poussières par bardage et aspiration filtration sur les installations de criblage concassage automatique et fines de dépoussiérage (ces fillers seront stockés dans un silo avant réutilisation dans les installations de traitement pour la fabrication de granulats) ;- Un dispositif d'abattage des poussières par pulvérisation d'eau sur la trémie d'alimentation, les cribles, les concasseurs, les convoyeurs transportant des matériaux concassés pulvérulents et les points de jetée des matériaux ;- Des goulottes de rejet en sortie de convoyeurs des matériaux fins ;- Des capotages de cribles et convoyeurs ;- Le stockage des sables en silos ;- Un filtre à manche sur l'évent de mise à l'air libre du silo de stockage de la chaux ; |
|---|

Constats :

L'exploitant a équipé le site de dispositifs permettant de réduire les envols de poussières notamment sur les pistes, les camions et les voiries. Néanmoins, il a été constaté des envols de poussières sur la carrière et les voiries. Il est demandé à l'exploitant d'augmenter la fréquence d'aspersion d'eau sur les zones précitées.

L'exploitant doit faire réparer le portique d'aspersion et sensibiliser ses clients à l'utilisation de celui-ci et au bâchage systématique des camions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N° 11 : Conditions particulières applicables à la station de transit de produits minéraux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Accueil inertes extérieurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées sont applicables.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté la présence d'enrobés routiers en très faible quantité dans les apports d'inertes extérieurs. L'exploitant doit sensibiliser son personnel sur ce sujet lors du contrôle au déchargement des apports d'inertes extérieurs.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective